

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 16/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAT NITROGEN FRANCE

12, place de l'Iris
La Défense 2
92400 Courbevoie

Références : UDRD.2025.09.R.02
Code AIOT : 0005800607

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/08/2025 dans l'établissement LAT NITROGEN FRANCE implanté Rue de l'Industrie 76120 LE GRAND-QUEVILLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 05 août 2025 a été l'occasion pour l'inspection des installations classées d'assister au contrôle inopiné des rejets aqueux du site, de récolter les demandes formulées à l'issue de la visite du 14 juin 2024 et de poursuivre les échanges sur la possible présence de PFAS sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAT NITROGEN FRANCE
- Rue de l'Industrie 76120 LE GRAND-QUEVILLY

- Code AIOT : 0005800607
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société LAT NITROGEN exploite un site de production d'ammoniac et de fertilisants azotés sur la commune de Grand Quevilly.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- AR - 10
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	VLE dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 4.3.9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 4.3.9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite d'inspection inopinée du 05 août 2025, l'inspection des installations classées émet les demandes suivantes :

Sur les écarts d'analyses soulevés par le contrôle inopiné, l'exploitant transmettra avant le 30 novembre 2025 les raisons de ces écarts, accompagné d'un plan de mise en conformité.

Sur les dépassements de valeur limite d'émission du paramètre matières en suspension (MES) au droit de l'égout AVAL, l'exploitant adaptera la fréquence de nettoyage du décarbonateur S402 selon son taux d'encrassement. Il pourra utilement constater l'état d'encrassement en mars 2026, soit un an après le dernier curage, pour déterminer la nécessité de passer à un nettoyage plus fréquent que l'objectif triennal fixé à ce jour. Également, il précisera avant le 30 novembre 2025 les raisons ayant menées à une situation de shunt du décarbonateur dû à une vanne ouverte et identifiera les solutions pérennes pour que cette situation ne se reproduise pas. En cas de nouveaux dépassements, l'inspection pourra proposer des suites administratives.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées :

- prend acte de la mise en ligne des paramètres manquants sur la plateforme GIDAF pour les années 2022 à 2024,
- prend acte des résultats des campagnes PFAS menées en 2023 et de la situation de LAT NITROGEN comme établissement non producteur de tels produits,
- invite l'exploitant à remonter à son contrôleur de contrôle les écarts observés sur l'homogénéisation des échantillons,
- poursuivra régulièrement des vérifications quant à l'épandage accidentel de produits azotés et exposés aux eaux météoriques sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de prélèvement
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : L'inspection des installations classées a assisté à la dépose du matériel posé par le laboratoire en charge du contrôle inopiné eau 24 heures plus tôt au droit des égouts Sud et Aval. Le contrôleur, en présence de l'exploitant, n'a pas constaté de déplacement ou de modification de son matériel. Les volumes prélevés des deux échantillons 24 heures se sont révélés suffisants pour constituer les échantillons nécessaires aux analyses ultérieures (contrôleur comme exploitant). Lors de la seconde répartition des échantillons (égout Aval), le représentant de LAT NITROGEN a

signalé la technique peu conventionnelle employée par le contrôleur pour homogénéiser l'échantillon, à savoir son brassage à l'aide d'un récipient gradué plutôt que par un mélangeur.

Il est à noter que l'inspection des installations classées avait constaté lors du contrôle inopiné du 14 juin 2024 un échantillonnage réalisé par le technicien du laboratoire externe selon les règles de l'art, à contrario de l'exploitant. La société intervenante était alors différente de celle intervenue le 05 août 2025.

Commentaire n°1 : l'exploitant remontera au contrôleur les écarts observés sur l'homogénéisation de l'échantillon afin que les futurs prélèvements soient menés dans les conditions les plus représentatives.

Le représentant de LAT NITROGEN a précisé durant la visite réaliser son autosurveillance selon les règles de l'art depuis la demande de l'inspection de juin 2024. À ce titre, il a présenté par courrier électronique du 03 septembre 2025 sa procédure interne d'homogénéisation (référence 6.01.41.201 du 06 août 2024), accompagnée d'une photo du matériel employé, à savoir une perceuse et une hélice d'agitation.

L'inspection des installations classées prend acte de la prise en compte par l'exploitant des demandes formulées en 2024.

Concernant les résultats d'analyses susmentionnées, le rapport de contrôle n°MS25-02766 établit le 1er septembre 2025 conclut sur :

- une non-conformité sur la température maximale journalière de rejet à l'égout SUD (31,4°C au lieu de 30°C).
- une non-conformité des flux de rejets à l'égout AVAL pour les paramètres AOX (0,47 kg/j au lieu de 0,08 kg/j) et hydrocarbures totaux (0,47 kg/j au lieu de 0,4 kg/j),
- une concentration en chlorures supérieure aux valeurs limites réglementaires définies par l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022 à l'égout SUD (163 mg/ au lieu de 120 mg/l),
- un flux en chlorures supérieur aux valeurs limites réglementaires définies par l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022 à l'égout AVAL (268,32 kg/j au lieu de 230 kg/j),
- des résultats du contrôle inopiné cohérents avec les résultats d'autosurveillance fournis par l'exploitant. Ce constat est à nuancer pour le débit dont un écart important subsiste entre les résultats d'autosurveillance (8212 m³/j) et de contrôle inopiné (6780 m³/j).

Demande n°1 : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées avant le 30 novembre 2025 les raisons de ces écarts, accompagné d'un plan de mise en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 03/03/2025

Prescription contrôlée :

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions du présent article peut être évaluée à la demande de l'exploitant en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle. L'exploitant justifie alors la corrélation sur la base d'analyses réalisés en amont du(es) rejet(s) considéré(s) en nombre suffisant et judicieusement positionnées avec un suivi à minima mensuel pour chaque paramètre concerné. L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites journalières en concentration et flux ci-dessous définies. [...]

Constats :

À l'issue de la visite d'inspection du 14 juin 2024, l'inspection des installations classées a formulé deux demandes à l'exploitant portant sur le respect des valeurs limites d'émission au droit des égouts Aval et Sud.

Sur la possibilité de mise en place de sondes de mesure de température au niveau des rejets SUD et AVAL dans le but de qualifier la température réelle des effluents rejetés au milieu naturel, l'inspection a constaté lors de sa visite la possibilité de lire en temps réel ces données aux deux égouts. Par courrier électronique du 03 septembre 2025, l'exploitant a précisé être agréé suivi régulier des rejets (SRR) et ne pas disposer d'autres rejets qui se rejoignent entre leurs points de rejet et la Seine. L'exploitant estime non nécessaire l'ajout d'une sonde au niveau de la Seine, sous peine de voir les résultats altérés par l'engouffrement de la Seine dans les égouts en cas de fortes marées, supérieures à 6,4 mètres.

Sur les actions mises en place afin de supprimer les pics d'émission de nitrates dans l'environnement (134mg/l lors du contrôle inopiné 2024 pour une VLE à 130mg/l), l'exploitant a précisé par courrier électronique du 03 septembre 2025 s'astreindre à des actions de nettoyage des sols. Selon lui, ces pics d'émissions proviennent du lessivage des sols.

Commentaire n°2 : l'inspection des installations classées poursuivra régulièrement des vérifications quant à l'épandage accidentel de produits azotés et exposés aux eaux météoriques sur le site. L'inspection rappelle que ce sujet a fait l'objet de 3 demandes successives dans plusieurs zones couvertes des unités en 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 03/11/2024
Prescription contrôlée : <p>Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.</p>
Constats : <p>Dans son rapport du 28 août 2024, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de rattraper son retard en renseignant la plateforme numérique de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF) pour les paramètres Zinc, Chlore, Sulfate, Cuivre, AOX, Arsenic, Chrome, Hydrocarbure sur plusieurs mois de 2022 à 2024. Au jour de la visite objet du présent rapport, l'inspection n'a pas constaté d'amélioration du taux de remplissage de l'outil GIDAF pour ces périodes passées.</p> <p>Par courrier électronique du 03 septembre 2025, l'exploitant a indiqué avoir mis en ligne les valeurs manquantes pour les années 2022 à 2024 pour les paramètres AOX, Cu, As, Cl, SO₄, Pb, Ni, Zn, HCT, etc. ce que l'inspection a immédiatement constaté sur la plateforme GIDAF par sondage. L'inspection relève que l'exploitant n'a pas été en mesure de renseigner quelques paramètres à la marge du fait de difficultés rencontrées avec l'outil GIDAF (mai 2022 et mars 2023).</p> <p>L'inspection des installations classées n'a plus d'observation à formuler sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 03/10/2024
Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Par courrier du 30 octobre 2024, la société LAT NITROGEN a présenté les résultats de sa campagne de prélèvement et d'analyse sur 3 mois consécutifs de septembre à novembre 2023 des 4 rejets du site et de l'eau amont prélevée en Seine pour en retrouver des traces de PFAS.

Dans ce courrier, l'exploitant indique que l'analyse des FDS de l'ensemble des matières premières introduits sur le site n'a pas mis au jour l'emploi de PFAS dans la production. De même, le site emploie des émulseurs qualifiés sans PFAS à destination de l'extinction incendie (ECOPOL).

Conformément aux préconisations de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant a réalisé les analyses des prélèvements selon l'analyse de 20 PFAS d'une part et la recherche de PFAS totaux par la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF). Les résultats mettent en exergue que :

- les analyses de chacun des 20 PFAS sont toutes inférieures au seuil de quantification fixé à 100 ng/l
- les analyses par la méthode AOF montrent des dépassements au seuil de quantification fixé à 2 µg/l pour :
 - le prélèvement en Seine lors des 3 campagnes,
 - le rejet Linet lors de la campagne de septembre 2023,
 - le rejet Sud, Aval et Linet lors de la campagne d'octobre 2023,
 - le rejet QGQ, Aval et Linet lors de la campagne de novembre 2023.

Sur ces dépassements, l'exploitant se défend quant à la fragilité de la méthode AOF en ce que la détection des molécules présentant une liaison carbone-fluor a donné les résultats positifs principalement dans les égouts des eaux pluviales et dans la Seine.

À l'issue de la visite, l'inspection des installations classées a interrogé l'exploitant sur l'état de ses recherches sur la présence de Fluor décelée par la méthode indiciaire AOF décrit dans son courrier du 30 octobre 2024 et rappelé ci-avant. Dans ce même courrier, LAT NITROGEN prévoyait la tenue de réunions avec l'INERIS sur la pertinence de cette méthode et les biais soulevés selon la qualité de l'eau analysée.

Par courrier électronique du 03 septembre 2025, l'exploitant a précisé ne pas avoir mené d'étude sur la présence de Fluor depuis les campagnes susmentionnées. LAT NITROGEN explique ce choix du fait que les concentrations d'AOF relevées sont plus faibles dans les rejets que dans le pompage amont au droit de la Seine pour 2 mois sur 3 de la campagne 2023. L'exploitant en déduit que

c'est la Seine qui apporte ces molécules fluorées et non l'exploitation du site.

En parallèle, l'exploitant poursuit son interrogation de la pertinence de cette méthode, soulevant le fait que nombre d'autres sites que LAT NITROGEN ont vu leurs relevés de point amont ressortir positifs même sur des eaux de forage "moins pollués" que la Seine.

Enfin, l'exploitant a transmis à l'inspection une étude de janvier 2025 du consortium AQUAREF (BRGM, INERIS, LNE, IFREMET et INRAE) sur la comparaison des méthodes ciblées et indiciaires pour l'analyse de PFAS. Cette étude, conclut en ce que "par comparaison des trois types de méthodes (ciblé, AOF et TOP), il est observé dans la grande majorité des cas, une concentration en AOF beaucoup plus élevée que pour les autres types d'analyse. [...] En ce qui concerne la différence entre la mesure AOF et les deux autres analyses, elle met en évidence une possible non spécificité de la méthode AOF vis-à-vis des PFAS puisqu'elle peut soit prendre en compte des composés organiques fluorés non-PFAS, soit prendre en compte des PFAS qui ne sont pas pris en compte par les autres méthodes, soit des interférences."

Commentaire n°3 : l'inspection des installations classées prend acte de la campagne d'analyse PFAS réalisée par l'exploitant, des résultats afférents et considère le site LAT NITROGEN comme n'étant pas à l'origine d'émission de PFAS pouvant être liée à son activité, les éléments à la disposition de l'inspection pointant du doigt la Seine comme pourvoyeuse de Fluor.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : VLE dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Égouts Aval

Prescription contrôlée :

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions du présent article peut être évaluée à la demande de l'exploitant en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle. L'exploitant justifie alors la corrélation sur la base d'analyses réalisés en amont du(es) rejet(s) considéré(s) en nombre suffisant et judicieusement positionnées avec un suivi à minima mensuel pour chaque paramètre concerné.

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites journalières en concentration et flux ci-dessous définies.

Égout aval :

débit maximal (m³/j) : 10 000 ;

- Température : < 30°C ;

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;

- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

[...]

- MES : 110 mg/l en concentration maximale et 1000kg/j en flux maximal journalier

[...]

Constats :

Dans son courrier du 24 mars 2025, la société LAT NITROGEN a rapporté la survenance d'un dépassement du paramètre matières en suspensions (MES) à l'égout AVAL le 20 mars 2025. L'exploitant a expliqué ce dépassement par l'encrassement de la partie basse du décarbonateur S402 par accumulation de boues et de casse mécanique, de telle sorte que le mélange des réactifs et d'eau de Seine dans le cône de réaction ne se fait plus correctement, entraînant la nécessité de désamorcer la réaction.

Le réamorçage de la réaction se fait alors par une arrivée massive d'eau de Seine dans le décarbonateur afin d'agiter au maximum la partie encrassée et retrouver une réaction au niveau du cône.

La réaction, d'abord lente, produit une eau chargée en MES. L'excédent d'eau est alors envoyé vers la fosse de neutralisation puis à l'égout AVAL.

L'exploitant a également précisé comme critères aggravant une consommation d'eau basse entraînant un mouvement d'agitation plus faible, ainsi qu'un possible encrassement précoce du décarbonateur nettoyé pour la dernière fois en 2022. L'exploitant s'est fixé un nettoyage tous les 3 ans.

Pour revenir à une situation satisfaisante, l'exploitant a procédé le 18 mars 2025 à une tentative de réamorçage de la réaction, suivi d'un nettoyage à haute pression avec un second réamorçage le 20 mars 2025, puis une 3ème opération de réamorçage de la réaction le 22 mars 2025.

L'exploitant prévoyait alors le nettoyage triennal du décarbonateur le 29 mars 2025.

Demande n°2 : l'exploitant adaptera la fréquence de nettoyage du décarbonateur S402 selon son taux d'encrassement. Il pourra utilement constater l'état d'encrassement en mars 2026, soit un an après le dernier curage, pour déterminer la nécessité de passer à un nettoyage plus fréquent que l'objectif triennal fixé à ce jour.

Depuis, l'inspection des installations classées a relevé par sondage de nouveaux dépassements de VLE sur les mois d'avril, mai et juin 2025 pour le paramètre MES tant en concentration (entre 114 et 383 mg/l pour une VLE à 110 mg/l) qu'en flux (entre 1447 et 2165 kg/j pour une VLE à 1000 kg/j). Ainsi le nettoyage triennal du décarbonateur effectué le 29 mars 2025 n'aura pas été suffisant. Par courrier électronique du 03 septembre 2025, l'exploitant a précisé les raisons suivantes de ces nouveaux dépassements :

- 10 avril 2025 : arrêt de l'usine et du décarbonateur. Test des réseaux incendie au Sud et à l'Est, emportant les matières présentes dans les égouts asséchés depuis plusieurs jours.
- 23, 24 et 29 avril et 27 mai : difficultés de prises en main du nouveau local de réactifs suite au redémarrage des ateliers.
- 13 et 25 juin 2025 : forts orages en Normandie, ce qui a provoqué le lessivage des sols. Pour preuve de l'origine de ces dépassements en MES, les concentrations relevées à l'égout AVAL ces 2 jours qu'étaient 3 fois supérieures aux concentrations habituellement relevées, lorsque ces MES proviennent de la fosse de neutralisation.

Le 27 août 2025, l'exploitant a remonté à l'inspection de nouveaux dépassements survenus les 25 (255mg/l en concentration et 1600kg/j en flux) et 26 (127mg/l en concentration) août 2025 du fait d'une vanne restée ouverte, envoyant les eaux de process vers la fosse de neutralisation puis directement en Seine en lieu et place du décarbonateur.

Averti des dépassements par son autosurveillance journalière et une fois la vanne ouverte identifiée, l'exploitant s'est empressé de la cadenasser en position fermée.

Demande n°3 : l'exploitant précisera à l'inspection des installations classées avant le 30 novembre 2025 les raisons ayant menées à cette situation et identifiera les solutions pérennes afin qu'elle ne se reproduise pas. En cas de nouveaux dépassements, l'inspection pourra proposer des suites administratives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois